



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la  
protection des populations du Finistère**

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 26/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EARL LE CORRE**

ELLEPHEN  
29560 Telgruc-sur-Mer

Références : -  
Code AIOT : 0052904165

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement EARL LE CORRE implanté ELLEPHEN 29560 Telgruc-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LE CORRE
- ELLEPHEN 29560 Telgruc-sur-Mer
- Code AIOT : 0052904165

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage porcin autorisé par l'arrêté préfectoral n° 94-2013/AE du 14 mai 2013 pour un effectif de :

- 270 reproducteurs,
- 2585 porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs)
- et 1332 porcs de moins de 30 kg

Un don acte du 6 novembre 2023 pour notamment : la construction d'une verraterie gestante de 316 places, d'une maternité de 90 places et d'une fosse de 1054 m<sup>3</sup>. Ce projet s'accompagne de la désaffectation des porcheries gestante, verraterie et maternité devenues vétustes et du réaménagement de certaines salles

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Stockage
- Fuite dans le milieu

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	3 mois
3	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Demande d'action corrective	3 mois
5	Réseau séparé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27.2 d	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	arrêté préfectoral du 14/05/2013	Arrêté Préfectoral du 14/05/2013, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Tuyauteries et canalisations des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Sans objet
4	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
7	Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 19	Sans objet
8	Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation ( mise à jour du plan d'épandage et augmentation de la prolificité) devra être déposé sous 3 mois. Ce dossier devra présenter une actualisation de l'étude de dangers vis à vis du risque de déversement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b>  Pas de changement de situation depuis le dernier contrôle réalisé en décembre 2021. Présence de 4 ouvrages de stockage couverts et protégés vis à vis des risques de chutes. Contrôle du regard de drain des fosses STO2, STO3 et STO4. Regards de drains propres. Absence de circulation d'eau pluviale. Les eaux pluviales de drains sont évacués via un puits perdu. La fosse STO1 n'est pas équipée de regard de drains. Nous avons constaté la présence d'un cours d'eau à environ 10 mètres de la fosse STO1. Ce cours d'eau n'est pas protégé vis à vis du risque de déversement.  A noter que la fosse circulaire prévue dans le dossier acté le 6 novembre 2023 n'a à ce jour pas été construite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre en place des couvercles sur les regards de drain de la fosse STO2 et STO3. Présenter une actualisation de l'étude de dangers concernant le risque de déversement qui portera notamment sur la proximité de la fosse STO1 et le cours d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Tuyauteries et canalisations des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
<b>Constats :</b>  Les parties visibles des canalisations sont entretenues et accessibles. Les transferts d'effluents entre les différentes fosses sont réalisés soit à la tonne ou bien par pompe manuelle. Il existe des vannes de sécurité. Absence de suintement ou d'écoulement constaté le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Collecte et stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Plan à jour et tenu à disposition. A noter une incohérence concernant les plans de réseaux de canalisations de transfert de lisier du nouveau bâtiment en cours de construction (maternité, verraterie et gestante) et les fosses de stockage (STO1 et STO5 non construite pour le moment).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre en cohérence le plan des réseaux de transfert de lisier présenté dans le dossier acté le 6 novembre 2023, la demande de cas par cas déposé le 6 août 2024 et la situation actuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Stockage des effluents en zone vulnérable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.

<b>Constats :</b>  Les capacités de stockage sont inchangées par rapport au donner acte du 28 novembre 2016 à savoir plus de 12 mois de stockage entre les 4 fosses et les préfosses. Lorsque le projet de construction validé dans le donner acte validé le 6 novembre 2023 sera terminé les capacités de stockage seront toujours supérieurs à un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Réseau séparé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b>  Nous avons constaté que les eaux pluviales sont en partie collectées par un réseau séparatif souterrain. Les exutoires de ce réseau sont localisés au sud de l'élevage et rejoignent un fossé puis le cours d'eau non busé situé en contre bas de l'élevage. Nous avons vu un regard d'eaux pluviales qui n'était pas rehaussé. Nous avons observé le jour de la visite que le fossé qui réceptionne les eaux pluviales de votre élevage réceptionne également les eaux de ruissellement des parcelles agricoles situées à l'Est de votre exploitation. Nous avons vu qu'une partie des eaux pluviales non canalisées sont collectées dans un bassin de décantation situé à proximité de la fosse STO1. Ce bassin n'est pas sécurisé vis à vis des risques de chutes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sécuriser le bassin de décantation vis à vis des risques de chutes et rehausser le regard d'eaux pluviales situé à proximité du hangar à matériel. Préciser le fonctionnement et l'entretien de ce bassin.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Rejets directs d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est

<p>interdit.</p> <p>L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.</p> <p>Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;</li> <li>- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;</li> <li>- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;</li> <li>- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite nous avons réalisé 2 prélèvements d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un prélèvement d'eau pluviale en sortie directe d'exutoire;</li> <li>• Un prélèvement d'eau du cours d'eau en aval du site d'élevage.</li> </ul> <p>Des recherches ont été demandées sur les paramètres bactériologiques (entérocoques intestinaux et Escherichia coli) et chimiques (NH<sub>4</sub>, NO<sub>3</sub>, NO<sub>2</sub>, N et phosphore total). Les prélèvements ont été réalisés par temps pluvieux après une période sèche.</p> <p>Les résultats d'analyses des prélèvements du cours d'eau, réalisés en aval de l'élevage, montrent au regard des classes d'état ( ref : arrêté ministériel du 25 janvier 2010) en amont en aval de l'élevage : Classe du très bon état pour les paramètres NH<sub>4</sub>, NO<sub>2</sub> , N et phosphore total, Classe du bon état pour le paramètre NO<sub>3</sub>. Absence de dégradation sur le paramètre bactériologique.</p> <p>Néanmoins les résultats d'analyses sur le paramètre nitrate indique que le cours d'eau n'a pas atteint le niveau 'bon état' au regard des objectifs du SAGE de la baie de Douarnenez et du troisièmement plan de lutte contre les algues vertes, à savoir 15 mg/litre.</p> <p>Les résultats d'analyses des prélèvements des eaux pluviales montrent un taux de NH<sub>4</sub> plus élevé que dans le cours d'eau et une absence de dégradation sur le paramètre bactériologique.</p> <p>Absence de trace de rejet d'effluent dans le milieu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>De déterminer l'origine de la présence de NH<sub>4</sub> dans les eaux pluviales.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Forage réalisé suite au donner acte du 19 septembre 2023. Sauf erreur de notre part, le dossier de</p>

fin travaux n'a pas été transmis à la préfecture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : DFA
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Déclaration réalisée. La déclaration fait apparaître une modification du plan d'épandage et une augmentation de la prolificité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Notification des changements du plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27.2 d
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Votre plan d'épandage a évolué depuis le dernier arrêté d'autorisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Déposer un dossier de mise à jour du plan d'épandage. Ce dossier devra prendre en compte un diagnostic du risque érosif (méthode DPR 2).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 :** arrêté préfectoral du 14/05/2013

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respect de l'article 1 de l'arrêté d'autorisation de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2013.
<b>Constats :</b>  La production de porcs charcutiers produits sur la période 2023/2024 est supérieure à ce qui est indiqué dans l'arrêté d'autorisation de votre élevage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Déposer un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation actualisant l'augmentation de la prolificité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**Annexe confidentielle**  
**Non communicable au public**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : arrêté préfectoral du 14/05/2013
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2013, article 1
Information confidentielle :  La déclaration de flux indique 10620 porcs charcutiers produits pour 7490 autorisés.